Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!



n° 69
p.a.f. 0,60 € - mars 2017

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Des milliards pour les actionnaires,

Des millions pour leurs larbins,

Les sacrifices pour les travailleurs,

Le monde du travail doit se faire entendre !

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Notre révolution

Le 23 février 1917, alors que les bourgeoisies européennes avaient plongé le monde dans la première guerre mondiale, éclata la révolution russe. Partie des manifestations et des grèves des ouvrières du textile à Saint Pétersbourg, en quelques semaines, un immense pays (1/6e des continents) de 140 millions d'habitants se couvrit d'assemblées démocratiques d'ouvriers, de soldats et de paysans pauvres : les soviets.

Le gouvernement des bourgeois et des riches propriétaires fonciers, soutenus par la presse, se trouva suspendu en l'air : rien ne pouvait plus se réaliser sans que les grandes masses de travailleurs et de soldats l'aient délibéré et voté, y compris dans les entreprises et les casernes.

En 8 mois de ce régime, les ouvriers et les paysans en arrivèrent à la conclusion que la paix, la terre à ceux qui la travaillent, le sauvetage de l'économie et de la société toute entière, ne pouvaient être assurés que par la prise du pouvoir complète par les Soviets.

En octobre 1917, une seconde révolution allait chasser non seulement les aristocrates, mais aussi les capitalistes. Elle donnait un élan révolutionnaire à tous les peuples de la terre.

Elle a donné aux soldats et travailleurs allemands les forces révolutionnaires qui firent tomber l'empereur en novembre 1918. Et elle a donné à de nouvelles générations de travailleurs, partout sur la planète, la perspective d'un renversement du capitalisme.

Malgré la trahison stalinienne à partir de 1923, la révolution russe a modifié les rapports de force en faveur des travailleurs pour trois quart de siècle. C'est la raison pour laquelle les bourgeois de tous les pays continueront à couvrir ces révolutions de leur haine et de leurs calomnies.

Mais les travailleurs du 21e siècle, confrontés à la même barbarie capitaliste, sauront renouer les fils brisés et reprendre confiance en leur propre force pour mener la révolution commencée en 1917 à son aboutissement final, une société débarrassée de la course au profit, de la concurrence et des guerres qu'elles engendrent.



Les femmes déclenchent la Révolution

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Face à l'incurie et au mépris des dirigeants de la société capitaliste, défendons nos intérêts de travailleurs

Depuis des semaines, toute la caste politique essaye de sauver les maigres restes de sa crédibilité suite aux multiples révélations de leurs pratiques de rémunérations, très généreuses quand il s'agit d'eux-mêmes. Et voilà que Louis Michel a lâché l'insulte de trop. En limitant les indemnités des mandataires politiques à 4800 euros, a-t-il dit, « vous obtiendrez un Parlement coupé de la réalité, peuplé de fonctionnaires et d'enseignants [...]. Quel entrepreneur acceptera de sacrifier ses week-ends, ses soirées, ses vacances, pour gagner 4 800 euros net par mois ». La « réalité », dit Louis Michel, est que le Parlement est au service des riches !

Aussi qu'est-ce que les travailleurs peuvent attendre de ces politiciens qui vivent avec des dizaines de milliers d'euros par mois, bien loin de la réalité de la majorité de la population ? Rien !

Ce sont pourtant les travailleurs qui font que les trains, bus et métros roulent, les cours donnés et les examens organisés dans les écoles et les malades soignés dans les hôpitaux.

Tous ceux qui gagnent souvent tout juste un quart de ces 4800 euros, font en sorte que les usines tournent, que les rues soient propres, les déchets traités, les bâtiments construits, les routes entretenues, les ménages faits, les récoltes rentrées...

Ce ne sont pas les entrepreneurs qui sont indispensables au fonctionnement de la société, ni les larbins à leur service au Parlement, mais les millions de travailleurs que Louis Michel méprise.

Face aux multiples réactions, Louis Michel a dû s'excuser. Mais le monde du travail n'a aucune raison de se contenter d'excuses qui ne changeront rien, et de mesures cosmétiques.

Oh, ils sont tous là, dans les commissions d'enquête et les séances parlementaires à promettre de limiter les cumuls de mandats, à s'insurger contre leurs collègues qui se sont rempli les poches un peu trop.

Mais est-ce suffisant que les politiciens soient payés un peu moins, si les salaires des travailleurs continuent à diminuer, si on risque à tout moment de devoir se débrouiller avec une allocation de chômage, voire de perdre même celle-ci ?! Est-ce suffisant de limiter les mandats, si les gouvernements continuent les économies dans les soins de santé et tout ce qui est utile à la population ? Les larbins seront un peu moins payés, mais les patrons, les actionnaires, les banques, pour qui ils travaillent continueront à encaisser des milliards sur notre dos !

Ce qu'il faut, c'est que chacun ait un travail qui lui permette de vivre et puis les salaires, les pensions et les allocations doivent augmenter ! L'argent pour le faire existe !

Les centaines de milliers d'euros des Stéphane Moreau ou des Siegfried Bracke ne sont que des pourboires. Les ministres ont distribué des milliards d'euros aux grandes entreprises en pillant les caisses de la sécurité sociale. Ils ont trouvé des milliards pour sauver les banques pourtant responsables de la crise.

Les capitalistes, patrons et actionnaires accumulent des milliards depuis des années, il faut réduire leurs profits pour créer des emplois et augmenter les salaires et les pensions.

C'est une illusion de croire que les gouvernements servent les intérêts de tous. Dans une société où une minorité s'enrichit sur le dos de la majorité de par sa propriété sur les entreprises et les capitaux, il y a d'un côté des exploiteurs et de l'autre des exploités. Et la minorité des riches mène une guerre sociale sans pitié aux travailleurs pour leur faire payer la crise de leur système catastrophique. Dans la société, il y a deux camps et les politiciens des grands partis servent le camp minoritaire qui exploite le camp majoritaire des travailleurs.

Face au patronat et à leurs serviteurs dans les gouvernements, à tout ce monde qui vit grassement sur leur dos tout en menant le monde à l'abîme, les travailleurs doivent poser leurs propres exigences et se préparer à les imposer par la lutte. C'est l'arrogance bourgeoise même qui finira par mettre le feu aux poudres.

Et n'en déplaise à Louis Michel, on pourra voir naître de ces luttes un gouvernement de travailleurs, de cheminots, d'infirmières et d'enseignants, contrôlé par les travailleurs eux-mêmes. Ce sera enfin un gouvernement qui tiendra compte des besoins de la population laborieuse au lieu des seuls patrons!

Le Pacte d'excellence : une attaque (de plus) contre l'enseignement

Sous prétexte que l'enseignement se porte mal, que les inégalités de résultats scolaires sont parmi les plus importantes d'Europe, la précédente ministre de l'enseignement de la communauté française, Milquet, avait lancé un Pacte pour un enseignement d'excellence.

S'en est suivi plus d'un an de discussions entre les syndicats, les pouvoirs organisateurs (directions des réseaux d'écoles), les associations de parents, et un rapport de plus de 300 pages.

Un autre acteur de ces discussions est le cabinet de consultance privée Mc Kinsey qui a été grassement payé pour en faire la synthèse : 38000 euros par la Communauté française et plus de 8 millions d'euros par des mécènes… entendez… des grands patrons.

Malgré la participation « constructive » des directions syndicales à l'élaboration du Pacte et leurs efforts pour en taire les aspects les plus révoltants à leurs affiliés, ceux-ci viennent de le rejeter massivement, et cela dans les trois syndicats.

Et pour cause !

Le pacte a beau être rempli d'enfumage soi-disant pédagogique, il suffit de lire l'introduction pour comprendre qu'il s'agit simplement d'un nouveau plan d'économies : il y est stipulé d'emblée que l'enseignement est assez financé et que l'on fonctionnera en enveloppe fermée. Enveloppe fermée, cela veut dire que les 1500 embauches promises dans le maternel signifieront 1500 postes en moins ailleurs. Les discours de Demotte, Milquet, Schijns garantissant l'emploi ne sont que des paroles creuses.

L'enseignement doit être refinancé ! Il manque cruellement de bâtiments scolaires, les enfants sont entassés dans les écoles existantes, les cours se donnant jusque dans les caves et de plus en plus souvent dans des containers placés dans les cours de récréation, une situation dont toutes les statistiques prédisent l'aggravation pour les années à venir. L'argent manque même pour l'entretien des bâtiments existants. Les pannes de chauffage sont légion et l'état général de beaucoup de bâtiments est à l'avenant. C'est pourtant le lieu où les élèves et leurs profs vivent près de 8 heures par jour et où les jeunes doivent se construire !

Le manque de personnel est criant. Les classes sont trop peuplées pour pouvoir accorder l'attention nécessaire aux enfants. Les secrétariats et directeurs croulent sous le travail. Il manque d'éducateurs pour suivre correctement les élèves, de personnel ouvrier pour entretenir correctement les bâtiments…

Et que propose le Pacte d'excellence ? D'augmenter la charge de tout le personnel !

Alors le pacte peut toujours discuter pédagogie. Mais on ne peut en faire sans moyens budgétaires ! Faire plus d'art, de sport, approcher différentes techniques, très bien ! Mais comment faire sans matériel ? Déjà aujourd'hui bien des écoles n'ont pas assez de locaux pour avoir des salles de sports !

Et l'enseignement technique semble être le plus grand perdant, non seulement en pertes d'emplois mais aussi parce que le nouveau système d'enseignement par unité d'apprentissage se généraliserait. Dans les faits il signifie que les élèves passent même s'ils n'ont pas acquis toute la matière, ils auraient donc des diplômes à trou, voire plus de diplôme du tout. Par contre les stages en entreprise, effectués gratuitement par les élèves, sont étendus, ils pourraient passer à 15 semaines par an.

Pourtant il n'est pas rare que ces stages, plutôt que d'offrir aux étudiant la connaissance de leur futur métier, leur donne juste leur première leçon d'exploitation. C'est simplement de la chair à exploiter offerte aux entreprises !

Un enseignement de qualité pour les jeunes est une nécessité ! 40 ans d'économies dans l'enseignement ont déjà sacrifié plus qu'une génération. Avec ce plan, les ministres s'apprêtent à en sacrifier une nouvelle ! Eux et leurs acolytes de chez McKinsey ne méritent qu'une chose : une lutte sérieuse des enseignants, des élèves, des parents pour récupérer l'argent qui sert à engraisser les actionnaires des banques et des grandes entreprises, au lieu de former les jeunes !



Des écoles vétustes et surpeuplées



Et pour les Flamands, c'est la même chose !

Discuter de pédagogie quand on n'est pas prêt à mettre de l'argent dans les écoles n'est que de la poudre aux yeux. L'exemple de ce qui s'est passé en Flandre entre 2013 et 2016, et qui commence à rentrer en application aujourd'hui est éclairant.

En Flandre, on ne parlait pas de Pacte d'excellence mais de Masterplan. Trois ans de discussions pédagogiques plus tard qu'en reste-t-il ? Le tronc commun qui était aussi en discussion n'a pas vu le jour, mais les options ont diminué d'un quart.

Au bout, il ne reste que les économies. La charge horaire des enseignants va augmenter ce qui se traduira là aussi par des suppressions de postes.

En Belgique francophone, on entretient le mythe que l'enseignement flamand se porte bien mais la réalité est qu'un élève flamand sur 8 n'a pas de diplôme, et pire, un sur 4 à Anvers et Bruxelles.

Pas besoin de cours d'immersion pour comprendre que des deux côtés de la frontière linguistique, les gouvernements sont prêts à sacrifier la jeunesse populaire sur l'autel du profit capitaliste !

En Flandre, des profs disent non

Des professeurs de l'institut technique et professionnel Sint Carolus à Sint Niklaas ont suspendu les cours spontanément le 10 février après une réunion d'information sur les nouvelles mesures touchant leur carrière : du fait du rallongement des horaires des enseignants, 17 postes sont menacés dans leur école.

Comme s'il n'y avait déjà pas assez de professeurs en burn-out ou de jeunes enseignants qui quittent le navire dégoûtés : il manquait 900 enseignants à la rentrée de janvier.

La ministre Hilde Crevits prétend utiliser l'argent ainsi économisé pour créer des aides spécifiques aux enseignants débutants, mais pour ça, il faudrait de bonnes conditions de travail dans toutes les filières et à tous les niveaux. C'est un refinancement global et des embauches d'enseignants qui sont nécessaires et urgentes!

Et dans la salle des profs d'à côté...

Onderwijshervorming en Flandre, Pacte d'excellence du côté francophone, les mesures d'économie dans l'enseignement se ressemblent comme deux gouttes d'eau. Les ministres comptent sur la division pour faire passer leurs attaques. C'est en se mettant ensemble qu'on déjouera leurs plans !

Mon banquier ne connaît pas la crise

En 2015, le banquier le mieux payé de l'Union européenne a touché près de 34 millions d'euros par an - soit 2 500 euros par heure, temps de sommeil inclus. La même année, 5 142 banquiers ont gagné plus d'un million d'euros par an.

Des sommes exorbitantes, en hausse de 33 % par rapport à 2014... et on n'a pas encore les chiffres pour 2016.

Ce qu'ils gagnent, c'est ce que les travailleurs perdent !

Dividendes : tout baigne pour les patrons.

Après 302 milliards d'euros de dividendes distribués par les sociétés européennes cotées en Bourse en 2016, le record devrait être battu avec 315 milliards en 2017.

D'après le groupe d'assurances Allianz, tous les feux sont au vert : hausses des marges et des bénéfices, des capitaux disponibles, rebond des prix du pétrole pour les sociétés pétrolières et hausse des taux pour les banques. Le pillage des richesses collectives et l'exploitation des travailleurs battent leur plein.

Cela démontre que les milieux populaires n'ont aucune raison d'accepter de nouveaux sacrifices et qu'au contraire l'argent existe pour maintenir tous les emplois, tous les services publics et augmenter salaires et pensions.



DSV-Seneffe : les stratégies des multinationales

150 travailleurs du site DSV de Seneffe sont menacés de perdre leur emploi, suite à une rupture du contrat commercial de la part de son unique client, Dow Corning - Seneffe. En réalité, ces travailleurs font les frais des stratégies de groupes mondiaux dans une course au profit et à la domination mondiale.

DSV-Seneffe n'est pas une PME, mais la filiale d'une multinationale spécialisée dans la logistique qui a réalisé 245 millions d'euros de bénéfices en 2016. Mais cette multinationale est elle-même un sous-traitant d'autres multinationales, comme Dow Corning.

Rachetée par Dow Chemicals en 2015, Dow Corning a supprimé de nombreux emplois en 2016 dont 90 sur le site de Seneffe. C'est de cette façon que Dow Chemical finance les 400 millions de dollars consacrés à sa fusion avec le groupe chimique DuPont ainsi que les dizaines de milliards $ utilisés pour racheter ses concurrents aux USA, en Europe et au Japon. Au niveau mondial, c'est plus de 60 000 emplois qui ont été supprimés par ces groupes, pour le plus grand profit des actionnaires.

Pendant ce temps, les organisations syndicales attendent des informations « de la procédure Renault ». Il suffit pourtant de lire la presse. Ce qui fait défaut aux travailleurs, c'est une stratégie de défense au même niveau, c'est à dire internationale, comme au temps de Karl Marx.

Ça ne passe plus comme une lettre à la poste

Le 3 février, des postiers ont débrayé spontanément au centre de tri de BPost à Bruxelles, le 6 février, c'était au tour des postiers des centres de distribution à Uccle et Soignies. Pressions constantes, charges de travail intenables, « oublis » dans les fiches de paie, climat de travail empoisonné, les postiers sont au bout du rouleau.

Il faut espérer que ces réactions se multiplient, entraînant toujours plus de travailleurs, à l'intérieur de BPost et même au-delà. Car l'exploitation que vivent les postiers, et les actionnaires qui en veulent toujours plus, les travailleurs le vivent partout.

CatCH: l'argent pour les patrons, la poudre aux yeux pour les travailleurs

Il a fallu pas moins de quatre groupes de travail composés de patrons, d'experts, d'économistes et de consultants, tous grassement rémunérés, pour pondre le plan CatCH censé assurer l'avenir industriel du site de Caterpillar après le départ de l'entreprise.

Beaucoup de monde pour aboutir à un plan qui consiste à mobiliser un maximum d'argent public pour faire de Charleroi un pôle industriel de technologies hautement développées. Enfin si… si la Région wallonne trouve de l'argent (dans la poche des travailleurs), si des patrons veulent bien se laisser convaincre à coup de cadeaux, si leurs merveilles technologiques, qu'ils comptent développer d'ici 10 ans, trouvent réellement un marché… sans oublier que Caterpillar ne semble pas renoncer au site sans se le faire payer…

Là-dedans, la détresse des travailleurs qui font face au chômage ne sert que de prétexte pour de nouveaux cadeaux au patronat.

Avec la hausse du chômage d'un côté et la hausse des profits de l'autre, le monde capitaliste nous mène à la catastrophe.

Ce que Audi entend par « travail faisable et maniable »

La direction d'Audi n'a pas attendu le vote de la loi pour le « travail faisable et maniable » du gouvernement. Elle annonce vouloir étendre son système du plus-minus-conto (qui permet d'adapter le temps de travail hebdomadaire aux cahiers de commandes) de la durée d'un cycle de vie d'un modèle de voiture (6 ans) à toute la carrière.

Si elle aboutit, la semaine de 38 heures n'aura plus qu'une existence purement théorique. Mais ce n'est pas tout : elle veut aussi et surtout que le temps de travail devienne l'objet d'un «accord» individuel entre chaque travailleur et la direction.

La direction prétend que ce sera à l'avantage du travailleur qui pourrait mieux gérer son temps en fonction de ses besoins… Quel joli conte ! Et ils vécurent heureux et eurent beaucoup d'enfants ?

Dans le monde réel de l'exploitation capitaliste, quel poids a un travailleur seul face au patron qui a le pouvoir de le priver de son travail et donc de son salaire ? Aucun ! Ce serait surtout un moyen pour la direction d'exiger toujours plus en divisant les travailleurs, à l'instar de ce que le groupe fait déjà entre les différents sites quand il s'agit d'attribuer la production d'un modèle : tu acceptes des sacrifices supplémentaires ou c'est l'autre qui aura ton travail.

Chez Audi et ailleurs, il ne faut pas laisser faire et opposer à ces attaques notre intérêt commun : travailler moins et gagner plus !

Empêcher le patronat de nuire !

Caterpillar, banques et assurances, Brico Plan-It, Blokker, Bombardier, DSV… l'hémorragie de l'emploi continue. Et ce ne sont là que les licenciements qui font un peu de bruit. Dans combien d'entreprises, les patrons suppriment des postes sans qu'il y ait d'écho, combien d'intérimaires en fin de contrat se retrouvent au chômage ?

Quel est le travailleur qui ne sent pas la menace du chômage peser sur lui et ses enfants ?

Depuis des décennies, les « politiques pour l'emploi » des gouvernements successifs ont consisté à « inciter les patrons à embaucher » à coup de réductions de cotisations sociales et d'autres avantages. Les patrons ont pris l'argent public et ont licencié quand même, quand ils estimaient plus avantageux de le faire.

Blokker a ainsi pu embaucher des stagiaires, des jeunes que Blokker pouvait exploiter tout en se faisant payer 75% du salaire par l'Etat ! Cela ne l'empêche pas aujourd'hui de fermer 69 magasins et de mettre 300 travailleurs sur le carreau. La famille Blokker garde les milliards d'euros de bénéfices accumulés.

C'est que dans leurs entreprises, les patrons ont le droit de prendre des décisions qui mettent des milliers de travailleurs dans la misère, même quand le chômage qu'ils créent ravage des régions entières, quand cela laisse des centaines de milliers de jeunes sans perspective.

Aucune des politiques soi-disant « pour l'emploi » n'a jamais mis en question ce pouvoir patronal d'ôter aux travailleurs la seule chose qui leur permet d'exister : leur salaire. Les travailleurs concernés par les fermetures devraient se résigner à espérer un « repreneur », c'est-à-dire un autre patron qui trouve son avantage à les exploiter. Et les travailleurs devraient accepter, au nom de l'emploi, les baisses de salaire, les dégradations de leurs conditions de travail ? C'est de plus en plus inacceptable, car il en résulte une terrible aggravation de l'exploitation.

Etre disponible à chaque instant, sans aucune sécurité d'avoir un salaire permettant de vivre à la fin du mois, c'est ce que vivent déjà des centaines de milliers d'intérimaires qui n'auront jamais de CDI. Et cela n'a pourtant pas réduit le nombre de chômeurs.

Les travailleurs, s'ils ne veulent pas finir dans des conditions d'exploitation comme on les connaît aujourd'hui dans les pays pauvres, n'ont pas d'autre choix que se défendre. Tôt ou tard, il faudra riposter dans la guerre sociale que nous mène le patronat et contester le pouvoir patronal !

Il faut interdire les licenciements ! Les patrons peuvent faire appel à la loi pour faire condamner à des astreintes des travailleurs qui tiennent un piquet de grève. Les travailleurs ne peuvent faire appel à aucune loi pour se protéger contre les licenciements, même dans les entreprises comme Caterpillar qui distribue des milliards d'euros à ses actionnaires, pendant qu'ils condamnent les travailleurs au chômage.

Il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire ! Du travail, il y en a. Mais aujourd'hui, ceux qui ont un emploi sont surchargés de travail, tandis que des centaines de milliers ne trouvent pas d'embauche. Seuls les capitalistes ont intérêt à cette situation absurde : en licenciant et en chargeant de travail ceux qui restent ils augmentent leurs profits. Mais ils se sont assez enrichis ! Leur imposer de renoncer à une partie de leurs profits pour permettre que tous et toutes aient un travail et un salaire correct serait la moindre des choses !

Il faut lever le secret des affaires et imposer le contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises ! Où passe l'argent ? Qui s'enrichit ? Quand leur existence est en jeu, les travailleurs doivent connaître la vérité. Aujourd'hui, les directions des entreprises peuvent concocter leurs plans les plus désastreux sous le couvert du secret des affaires. Les principaux concernés sont les derniers informés. Il faut que les travailleurs s'organisent pour pouvoir rendre public tout ce qu'ils savent, des secrétaires de direction qui tapent les dossiers aux magasiniers qui contrôlent les entrées et les sorties !

Et si les capitalistes refusent de se plier à l'intérêt collectif, il faudra les exproprier !

Ces mesures urgentes, ne seront imposées par aucun parti politique, aucune négociation syndicale. Elles seront imposées par les travailleurs en lutte, déterminés à défendre leurs existences avec la même détermination que les patrons défendent leurs profits. Il faut faire entendre cette perspective parmi les camarades de travail, face à tous ceux qui prêchent la soumission aux lois de ce système capitaliste absurde. C'est ce que les travailleurs conscients doivent faire pour contribuer à changer le rapport de force.

Plan Marshall… pour les actionnaires en Wallonie

Jean-Claude Marcourt (PS), ministre wallon de l'économie, demandait « du temps pour juger de l'efficacité du plan Marshall pour la Wallonie ». 10 ans plus tard, et après un milliard d'euros d'investissements publics, des experts font le bilan. Le PIB par habitant en Wallonie est descendu de 89% de la moyenne européenne en 2003 à 86%. Le taux de chômage est resté identique : 10,9%, un chiffre derrière lequel se cachent les exclusions de dizaines de milliers de chômeurs dont beaucoup sont aujourd'hui au CPAS ou survivent de débrouille et de travail non déclaré.

Au nom du soutien et du développement d'entreprises modernes dans des secteurs d'avenir, l'argent public et le travail de recherche des universités ont profité avant tout aux multinationales comme GSK, ArcelorMittal ou encore Total.

Et pendant que les contribuables enrichissent les actionnaires de ces groupes, patrons, experts, ministres, se désolent « qu'un jeune sur cinq arrive sur le marché du travail sans diplôme ». Ce ne sont certes pas les actionnaires qui vont prendre sur leurs profits pour les former.

Pour se justifier de tels résultats, Marcourt et ses conseillers invoquent la crise de 2008 « sans laquelle nous n'en serions pas là ». Mais, sous le capitalisme, les crises se succèdent les unes après les autres. Et c'est précisément pourquoi une politique de développement à l'échelle de la minuscule Wallonie ne peut constituer qu'un mirage pour les travailleurs mais une aide sonnante et trébuchante aux milliardaires.



Plan Marshall 4ème du nom, pas de quoi être fier comme un coq

Sieur Marc de Durbuy

Avec les 1,3 milliards d'euros issus de la vente de son groupe, Omega-Pharma, le désormais milliardaire Marc Coucke peut envisager de nouveaux investissements.
Son choix est tombé sur « un coup de coeur d'enfant », la petite ville de Durbuy et ses attractions touristiques au coeur des Ardennes. Parcs d'attraction, restaurants, complexes hôteliers, forêts, campings… Coucke rachète tout avec un chéquier irrésistible et clame vouloir faire « le plus grand centre touristique d'Europe », « plus grand que Disneyland ».

Au nom « des centaines d'emplois futurs » et des retombées économiques, les pouvoirs locaux se sont mis à son service. Prévoyant, le bourgmestre CDH de Durbuy, Philippe Bontemps, négocie déjà auprès du ministre wallon André Collin… CDH, lui aussi, le détournement de la route Durbuy - Barvaux, pour contourner le futur parking du parc d'aventure « La petite Merveille ».

Mais malheur aux habitants des campings… transformés avec le temps en zones résidentielles. De nombreux retraités, des familles populaires, s'étaient construits de petits chalets à force de travail et d'économies, et espéraient vivre là, dans un cadre de verdure, loin des villes et de leurs loyers exorbitants.

Les communes de Durbuy et Barvaux avaient laissé faire : les règles de l'urbanisme n'étaient pas respectées mais le loyer des campings rapportaient au budget communal. Mais dès que Coucke fit connaître son souhait d'acheter ces terrains pour en faire des résidences de standings, les autorités communales se mirent à son service pour faire déguerpir les occupants. Les habitants des campings des Macralles et de la Chenaie sont sommés de partir et d'abandonner ce qui représente pour eux leur toit et des milliers d'euros d'investissement.

A Durbuy même, un groupe d'opposants au projet de Coucke tentent de faire entendre leur voix, et dénoncent un projet « qui fera venir de centaines de milliers de touristes flamands » au détriment des locaux et du cadre naturel. Mais l'enjeu n'oppose pas « les Flamands » aux « Wallons ». De nombreux expropriés des campings sont du reste des familles populaires flamandes.

Le scandale, c'est la capacité d'un milliardaire de bouleverser la vie de ces travailleurs et des petites gens avec le soutien complice des autorités communales, tous partis confondus. Au diable l'humanisme pour le Centre Démocrate Humaniste, au diable la défense de la nature pour Ecolo, place au seigneur capitaliste !



Il achète la ville.

Ils avaient acheté une caravane.